

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Transition écologique,
de la Biodiversité, de la Forêt, de la
Mer et de la Pêche

Décision du 07 JUIL. 2025 portant liquidation partielle de l'astreinte journalière imposée à la société POLARIS FRANCE en application de l'article L. 541-9-5 du code de l'environnement

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 541-9-5, L. 541-10, L. 541-10-1 (15°) et R. 543-153 et suivants du code de l'environnement ;

Vu la décision du 20 février 2025 portant sanction à l'encontre de la société POLARIS France en application de l'article L. 541-9-5 du code de l'environnement et distribué à son destinataire contre signature le 24 février 2025 notamment son article 1^{er} qui indiquait que cette société est redevable du paiement d'une astreinte d'un montant égal à :

- 60 € par jour à compter d'un délai franc de trente jours suivant la notification de cette décision,

- 90 € par jour à compter d'un délai franc de cent vingt jours suivant la notification de cette décision.

et que cette sanction s'applique jusqu'à ce que cette société transmette à la direction générale de la prévention des risques un justificatif de son adhésion auprès d'un éco-organisme agréé pour la filière à responsabilité élargie des producteurs de voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur ou transmette un dossier de demande d'agrément en tant que système individuel, en application de l'article L. 541-10 du code de l'environnement.

Considérant que :

1. La société POLARIS FRANCE n'a pas satisfait à date aux dispositions de l'article 1^{er} de la décision du 20 février 2025 susvisée ; notamment elle n'a pas transmis à la direction générale de la prévention des risques un justificatif de son adhésion auprès de l'association *Recycler mon véhicule*, éco-organisme agréé de la filière à responsabilité élargie des producteurs pour les voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur ;
2. La société POLARIS FRANCE n'a pas indiqué à l'administration d'éléments d'information concernant les perspectives de régularisation de sa situation administrative par rapport à ses obligations de responsabilité élargie des producteurs pour la filière des voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur à la suite de la décision de sanction du 20 février 2025 susvisée qui a été prise à son encontre ;

3. La décision de sanction du 20 février 2025 susvisée prévoit que le montant de l'astreinte est de 60 € par jour à compter d'un délai franc de trente jours suivant la notification de cette décision intervenue le 24 février 2025 et qu'elle s'applique donc depuis le 27 mars 2025 ;
4. La décision de sanction du 20 février 2025 susvisée prévoit que le montant de l'astreinte s'établit à 90 € par jour à compter d'un délai franc de cent vingt jours suivant la notification de cette décision intervenue le 24 février 2025 et qu'elle s'applique donc à compter du 25 juin 2025 ;
5. Le nombre de jours à prendre en compte pour liquider partiellement le montant de l'astreinte de 60 € par jour est de 90, correspondant au nombre de jours compris entre le 27 mars 2025 et le 25 juin 2025 indiqués ci-dessus, ce qui représente un montant total à recouvrer de 5 400 €.

Décide :

Article 1^{er}

L'astreinte journalière imposée à la société POLARIS FRANCE est liquidée partiellement. A cet effet, un titre de perception d'un montant de 5 400 € (cinq mille quatre cents euros), calculé sur 90 jours, du 27 mars 2025 au 24 juin 2025 inclus, est rendu immédiatement exécutoire.

Article 2

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant les juridictions compétentes.

Article 3

Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société POLARIS FRANCE par lettre recommandée avec accusé de réception et publiée sur le site internet du ministère chargé de l'environnement.

Fait le **07 JUIL. 2025**

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche,
Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général de la prévention des risques,


C. BOURILLET